



SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020
DECISION N° 2020-012- DB

Date d'affichage : 21 février 2020		Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	13	Membres présents en séance :
Excusé(s) :	4	Présents : (13)
dont pouvoir(s) :	1	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Christian RUULT, Anatole MICHAUD, Eric MOUSSERION, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.
Absent(s) :	6	
Nombre de votants :	14	
Secrétaire de séance :		Excusé(s) : (4)
M. Eric MOUSSERION.		Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Jean-Marie POIRON
		Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (1)
		Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA
		Absent(s) : (6)
		Jérôme HARRAULT, Jackie GOULET, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND

CONVENTION DE PARTENARIAT EN FAVEUR DES RÉSEAUX D'ACCOMPAGNEMENT À LA CRÉATION REPRISE D'ENTREPRISE ENTRE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE - ANNÉE 2020

Pour mettre en œuvre sa politique de soutien à la création et reprise d'entreprise, la Région a choisi de s'appuyer principalement sur les réseaux d'accompagnement et de financement intervenant sur le sujet et répartis sur l'ensemble du territoire.

La loi NOTRe du 7 août 2015, qui clarifie les compétences des collectivités territoriales en matière d'interventions économiques, renforce le rôle de la Région, dorénavant seule habilitée à attribuer certaines aides et dotée de la responsabilité exclusive de la définition sur son territoire, des orientations en matière de développement économique.

Ainsi les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, peuvent intervenir en complément de la Région, et dans le cadre d'une convention de partenariat, au financement des aides aux organismes qui participent à la création ou à la reprise d'entreprises.

Dans la mesure où la création/reprise d'entreprise constitue un enjeu majeur pour le développement de son territoire, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire souhaite soutenir les organismes dont l'objet vise au développement économique et au développement de l'emploi. Ce soutien vise à :

- favoriser l'accès à l'accompagnement d'une majorité de porteurs de projets de création-reprise d'entreprises ;
- favoriser l'émergence de projets à forte valeur ajoutée économique, sociale et environnementale ;
- soutenir le développement des jeunes entreprises créées ou reprises.

Le programme économique de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est en complémentarité avec les politiques régionales du SRDEII.

Aussi, la présente convention a pour objet de déterminer l'articulation du soutien de la Communauté d'Agglomération en phase avec les interventions de la Région des Pays de la Loire au profit des structures relevant du champ d'application de l'article L1511-7 du CGCT et sur lesquelles la Région s'appuie également pour mettre en place sa politique dédiée.

En complément du soutien régional privilégiant le financement de certains réseaux régionaux et des prêts d'honneur, il apparaît nécessaire de soutenir également d'autres acteurs ou d'autres phases de la création et reprise d'entreprise. Dans cet objectif, la Communauté d'Agglomération souhaite poursuivre son soutien local en faveur d'acteurs intervenant sur le sujet de l'accompagnement à la création d'entreprise, afin de favoriser le développement des entreprises sur son territoire.

De fait, pour 2020, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est autorisée à financer les organismes suivants, avec lesquels elle devra conventionner pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement :

Nom de la structure	Nature de laide	Montant prévisionnel de l'aide
BGE Anjou-Mayenne	Subvention	5 000 €
Fondes Pays de la Loire	Subvention	4 000 €
CCI 49 – Dispositif MCTE de Saumur	Subvention	5 000 €
Initiative Anjou – Réseau Départemental	Subvention	15 000 €
Initiative Anjou – Abondement au fonds de prêts	Subvention	25 000 €

Il est proposé aux membres du Bureau Communautaire de délibérer.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale,

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant,

Vu la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018,

Vu la délibération à venir de la Commission Permanente de la Région des Pays de la Loire en date du 30 avril 2020, approuvant la convention à intervenir entre la Région des Pays de la Loire et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire,

Vu les montants des subventions attribuées par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire lors du vote de son BP 2020 le 12 décembre 2019,

Vu les dispositions de la convention ci-annexée fixant les engagements de chacune des parties,

Considérant l'exposé ci-dessus,

Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :

D'APPROUVER la convention en faveur des réseaux d'accompagnement à la création-reprise d'entreprise à intervenir entre la Région des Pays de la Loire et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et, au titre de l'année 2020 :

Nom de la structure	Nature de l'aide	Montant prévisionnel de l'aide
BGE Anjou-Mayenne	Subvention	5 000 €
Fondes Pays de la Loire	Subvention	4 000 €
CCI 49 – Dispositif MCTE de Saumur	Subvention	5 000 €
Initiative Anjou – Réseau Départemental	Subvention	15 000 €
Initiative Anjou – Abondement au fonds de prêts	Subvention	25 000 €

- **D'AUTORISER** le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer ladite convention, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 14 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.5 Subventions – 7.5.4 Autres
-------------------	--------------------	--------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »